

APRES LA GUERRE : LE MOYEN-ORIENT EN RECOMPOSITION ?

Compte rendu de la conférence avec **Thierry de Montbrial**, *directeur général de l'Ifri* ; **Denis Bauchard**, *conseiller Maghreb/Moyen-Orient*, Ifri ; **Etienne de Durand**, *responsable des études de sécurité*, Ifri ; **Dominique Moïsi**, *conseiller spécial*, Ifri et **Dorothee Schmid**, *chargée de recherche*, Ifri.

Ifri, lundi 18 septembre 2006.

Ne pas gagner la guerre, c'est la perdre. C'est par ce constat que Dominique Moïsi a commencé son intervention. Il a ensuite présenté les conséquences internes pour Israël de la guerre du Liban de l'été 2006. La première des conséquences est une crise de confiance au sein de la société israélienne et une crise morale des élites politiques et militaires. S'agissant de la stratégie militaire israélienne, on peut constater son « américanisation » qui s'est traduite par une surévaluation de l'efficacité des frappes aériennes. La comparaison entre cette guerre et celle du Vietnam semble la plus pertinente : une victoire militaire qui s'accompagne d'une défaite politique.

Sur le plan régional, la guerre a enterré la politique israélienne de désengagement unilatéral. Elle a également mis fin au mythe du mur de sécurité, l'utilisation de roquettes le rendant inutile. Elle a aliéné la compréhension du meilleur allié possible pour Israël dans la région, le Liban. La guerre constitue enfin un frein pour le dialogue israélo-palestinien car l'affaiblissement de la position de Tel Aviv complique le retour d'Israël à la table des négociations.

La guerre a eu pour principale conséquence au niveau international de mettre fin au mouvement de sympathie vis-à-vis d'Israël qui avait débuté au lendemain du retrait de Gaza. La seconde a été une exacerbation des tensions entre l'Occident et le monde musulman. Le rapprochement franco-américain initié au lendemain de l'assassinat d'Hariri est désormais compromis. Enfin, l'Iran peut gagner du temps pour se doter d'un armement nucléaire. En effet, après le Liban, il sera plus difficile de justifier une 4^{ème} guerre au Moyen-Orient (après l'Afghanistan, l'Irak et le Liban) même si c'est un scénario qui reste possible.

Les images de la guerre du Liban ont contribué à une unification du monde musulman. L'humiliation perçue par les habitants de la région pendant ce conflit contribue à

nourrir les discours de haine. La guerre du Liban nous a donc rapprochés d'un conflit de civilisation.

Denis Bauchard décrit le rôle des différents acteurs étatiques de la région. Le Liban d'abord où, malgré les clivages politiques internes entre les forces du 14 mars et le camp pro-syrien, le Premier ministre a su imposer son leadership. Il a pu parvenir à imposer son autorité en conjuguant un discours radical contre Israël et de prise de distance par rapport au *Hezbollah*. Le plan en 7 points, proposé le 28 juillet 2006, a été décisif dans la conclusion du cessez le feu. L'idée d'envoyer 15 000 hommes de l'armée nationale au sud du Liban a non seulement permis à l'Etat de restaurer son autorité sur une partie du territoire qui lui échappait depuis les années 1960, mais aussi de rassurer les pays occidentaux. Le *Hezbollah* a d'autant plus facilement accepté cette proposition que l'armée libanaise est en majorité chiite et que ses liens avec la Syrie demeurent très forts.

Les pays arabes sont divisés en deux camps : celui de l'Egypte, de l'Arabie Saoudite et de la Jordanie alliés des Etats-Unis et réservés sur l'attitude du *Hezbollah* d'une part ; celui de la Syrie, de l'Algérie et du Qatar opposés à toute condamnation du *Hezbollah* d'autre part. Les régimes du premier camp se sont trouvés dans une position inconfortable : en décalage avec leurs opinions publiques qui considèrent que le *Hezbollah* rend sa dignité aux Arabes et que son chef, Hassan Nasrallah, est un héros dans la lignée de Saladin et Nasser. Ce décalage a été accentué par le rôle joué par les chaînes satellitaires arabes. La position adoptée par la Syrie a également placé certains régimes arabes dans l'embarras. En effet, elle a joué la carte de la compassion active en accueillant 180 000 réfugiés sur son territoire. Sa proposition de soutien à la résistance du *Hezbollah* lors de la réunion de la Ligue arabe du 7 août a été rejetée. La Syrie est parvenue à se positionner comme un acteur incontournable et responsable par son soutien à la résolution 1701.

On peut enfin s'interroger sur le rôle qu'a joué l'Iran dans le déclenchement de la guerre. Il est difficile de définir une responsabilité iranienne. L'activisme diplomatique iranien pour soutenir le *Hezbollah* a été important lors de la Conférence islamique mondiale notamment. Par ailleurs, les critiques des résolutions du Conseil de sécurité concernant le Liban ont été plus radicales à Téhéran que celles formulées par le *Hezbollah*. La politique régionale de l'Iran se construit autour de trois axes : la recherche de la souveraineté nucléaire, la reconnaissance et le renforcement de son statut de puissance régionale et enfin l'opposition aux Etats-Unis. En conclusion, il semble que le Moyen-Orient traverse une crise d'une importance inégalée depuis 30 ans.

Dorothee Schmid a fait un état des lieux de la situation politique au Liban, en Israël et en Palestine. La guerre a provoqué une crise politique et une radicalisation des forces dans ces trois pays. Avant la guerre, on était dans une phase d'expérimentation politique. 2005 a été une année charnière avec le « printemps libanais », le processus électoral en Palestine et la mutation politique d'Ariel Sharon. L'agenda régional était celui de la démocratisation. Les expériences libanaise et palestinienne avaient une valeur exemplaire pour l'analyse des transitions politiques dans la région.

On a ensuite assisté à une confessionnalisation de la vie politique libanaise, à un bras de fer entre l'Autorité palestinienne et la « communauté internationale » après l'arrivée au pouvoir du *Hamas* avec son corollaire, la suspension de l'aide internationale à l'Autorité

palestinienne. Enfin, la scène politique israélienne est de plus en plus fragmentée ; aux dernières élections, les partis qui n'ont pas de projets politiques nationaux ont obtenu 60 % des voix. Cela explique en partie le passage très rapide du politique au militaire. Le *Hamas* et le *Hezbollah* ont la particularité d'être à la fois des mouvements politiques et de résistance. L'enlèvement de soldats israéliens est selon eux un acte politique pour entrer en négociation. La réaction israélienne révèle le retour à la mystique de la nation en armes utilisée par un gouvernement composé exclusivement de civils, et donc pressé de donner des gages à l'armée pour gagner du crédit auprès de l'opinion.

Nous sommes désormais confrontés au défi de la normalisation politique dans un contexte de ni paix ni guerre. Le champ politique se décante en Palestine avec une tentative de réunification du mouvement national mais, du côté libanais, le débat n'est pas tranché sur les effets politiques de la guerre : *libanisation* du Hezbollah ou *hezbollahisation* de l'Etat libanais ? L'agenda politique est identique au Liban, en Israël et en Palestine. Il se définit selon 3 objectifs : premièrement, maintien de l'unité nationale, deuxièmement, reconstruction et gestion du pays et enfin le choix entre une guerre froide et une paix négociée. S'il reste difficile d'identifier les forces politiques capables de mener à bien ces défis de l'après-guerre, il est clair que la question palestinienne n'a jamais cessé d'être centrale pour le règlement du conflit, même si le dernier s'est déroulé au Liban.

Etienne de Durand tente d'expliquer la contre-performance relative de l'armée israélienne. Pour le *Hezbollah*, ne pas perdre c'est gagner. La survie du *Hezbollah* en tant que mouvement militaire a été rendu possible par une erreur de stratégie militaire israélienne. Le choix d'une stratégie aérienne s'est révélé contre-productif. En effet, il a eu pour conséquences des pertes civiles et des destructions d'infrastructure, autrement dit des coûts politiques importants, tout en s'avérant impropre face à une infanterie dispersée et retranchée.

La situation présente est plutôt encourageante car le cessez le feu semble respecté. Le déploiement des casques bleus se déroule dans de bonnes conditions. Plusieurs pays ont accepté de contribuer à la FINUL 2 dans le cadre de la résolution 1701 du Conseil de sécurité. L'engagement chinois qui s'élève à 1 000 hommes est positif, en raison des liens qui unissent Téhéran et Pékin. Dans ce cadre, la FINUL peut faciliter la transition, c'est-à-dire le repli de l'armée israélienne et l'installation de l'armée libanaise, même si cette dernière reste une fiction.

Les différents acteurs régionaux n'ont apporté qu'un soutien de façade à la résolution 1701. Par ailleurs, s'agissant de maintien de la paix au sens strict, la FINUL 2 peut à la limite remplir correctement sa mission d'interposition, même si les conditions du succès (des moyens militaires importants et dissuasifs, des règles d'engagement claires et robustes, enfin un accord politique préalable entre les parties au conflit) ne sont pas toutes réunies. La FINUL 2 reste en particulier dépendante de la consolidation de la situation politique. Toutefois, dans l'hypothèse d'une dégradation de la situation sécuritaire, la faiblesse de la FINUL 2 risque fort d'apparaître au grand jour.

S'il s'agit d'imposer la paix, en revanche, la force actuelle ne dispose ni du mandat nécessaire, ni des moyens militaires considérables requis (effectifs, chaîne de

commandement claire et efficace, donc non onusienne). L'imposition de la paix suppose également le plus souvent de prendre partie, au moins temporairement. Il faudrait ainsi que l'on « rentre en stratégie », autrement dit que l'on accepte d'avoir un ennemi, actuel ou potentiel, que l'on définisse des *objectifs politiques* précis, traduisibles en *objectifs militaires*, et que l'on alloue les *moyens correspondants*. Or, on voit mal la FINUL 2 essayer de désarmer le Hezbollah par la force ou s'interposer entre celui-ci et Israël. L'alternative est de ne rien faire.

Au final, il y a une grande différence entre *déployer les forces* et *les employer*. Nous courons aujourd'hui le triple risque de l'impuissance, à l'instar de la FINUL 1, de la prise en otage au profit de l'Iran par Hezbollah interposé, enfin et plus généralement d'une trop grande dispersion de nos forces à travers le monde, avec la multiplication des interventions. « Que diable allaient-ils faire dans cette galère ? », se demandera-t-on sans doute dans quelque temps.

Thierry de Montbrial a présenté son analyse de la situation régionale après la guerre du Liban. Il a tout d'abord fait référence à la conception clausewitzienne de la victoire militaire pour constater que le principal objectif des protagonistes d'un conflit est d'éviter la défaite. Il est donc clair que la guerre du Liban n'a ni vainqueur ni vaincu. Sa durée de 34 jours la place parmi les plus longues de l'histoire des guerres israélo-arabes. La question des raisons qui ont poussé Israël à conduire une opération de cette envergure doit être posée. La volonté de Ehud Olmert d'apparaître comme plus sharonien que Sharon afin de mieux assurer son pouvoir est une explication possible. Les Etats-Unis ont certainement donné leur accord à l'initiative israélienne. Enfin, Thierry de Montbrial a constaté qu'une des conséquences de cette guerre a été la fin de la politique unilatérale d'Israël.

Certains observateurs estiment que cette guerre était inévitable. Cependant si la guerre était inévitable, pourquoi n'était-elle pas prévue ? La réaction israélienne rend cette théorie erronée. Le Liban existe-t-il ? S'il existe incontestablement une population et un territoire libanais, force est de constater que l'Etat libanais n'existe guère en l'absence de gouvernement exerçant un contrôle effectif sur l'ensemble du territoire.

Les objectifs de l'Iran sont clairs. Premièrement, les dirigeants iraniens souhaitent que les Etats-Unis abandonnent leur politique de *regime change* à leur égard. Deuxièmement, ils souhaitent que leur pays soit reconnu comme une puissance régionale. La question centrale n'est pas tant le nucléaire que la reconnaissance de son statut de puissance régionale. Le Président de l'Iran, puissance chiite, fait un pied de nez aux dirigeants arabes en s'opposant frontalement à Israël et aux Etats-Unis, les plaçant dans une position inconfortable vis-à-vis de leurs opinions publiques.

La reconstruction du Liban est un problème majeur. En effet, il faut que les financeurs européens se posent la question de l'avenir de leurs investissements. S'il s'agit de reconstruire en attendant une nouvelle destruction, cela pose problème. La condition *sine qua non* à remplir, avant de commencer la reconstruction, est de faire accepter un accord politique aux différents acteurs du conflit.